

Article 31 du Règlement

M. Kilger: Je tiens à féliciter la société Terrace Investments et toutes les personnes qui ont appuyé la candidature de la ville d'Ottawa.

Je félicite aussi les personnes qui ont appuyé la candidature de la ville de Hamilton. Nous espérons que cette ville obtiendra une franchise lors de la prochaine expansion de la Ligue nationale de hockey.

Des voix: Bravo!

* * *

L'UNITÉ NATIONALE

M. Walter Van De Walle (St-Albert): Monsieur le Président, les Canadiens veulent un Canada uni. Ensemble, nous avons construit un pays tolérant, démocratique, paisible et prospère et nous avons accompli des progrès considérables. C'est ensemble que nous devons poursuivre la tâche.

Contrairement aux prophètes de malheur qui encouragent la désunion et la discorde, notre premier ministre a fait preuve d'initiative et d'autorité en créant le Groupe de consultation des citoyens et en invitant tous les Canadiens à exprimer leur opinion.

En Alberta, un groupe défend haut et clair la cause de l'unité canadienne, soit l'*Alberta Association of Municipal Districts and Counties*. Lors de leur récent congrès, les membres de cette association ont décidé «d'appuyer les dirigeants qui se proposent d'établir une Constitution pour tous les Canadiens unis par la terre et par l'esprit, dans le respect de leur pays, de leur drapeau, de leur patrie, du Canada».

Les Canadiens veulent un Canada uni.

* * *

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

M. Rey Pagtakhan (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, il y a un an aujourd'hui, un incident tragique plongeait le pays dans la consternation. Le Canada a été témoin d'un exemple terrifiant de violence faite aux femmes, lorsque quatorze jeunes femmes de l'École polytechnique de Montréal ont été brutalement abattues.

Le nombre de cas d'agressions sexuelles, de violence morale ou physique et de meurtres ne cesse de croître. La violence faite aux femmes constitue maintenant l'un des principaux problèmes de santé publique. Des femmes de tout âge vivent dans la peur, et pour cause. Il n'y a pas moyen d'échapper à la peur.

Ne nous incombe-t-il pas de légiférer pour garantir la sécurité des Canadiennes, notamment en adoptant des mesures législatives rigoureuses en matière de contrôle des armes à feu? Appuyons la demande qui a été faite de charger une commission royale d'enquêter sur la violence faite aux femmes.

En cette journée de deuil commémorant la perte de ces quatorze vies précieuses, pensez, je vous prie, à l'obligation que nous avons de faire en sorte que les Canadiennes et tous les Canadiens soient à l'abri de l'agression et n'aient pas à vivre dans la peur.

* * *

[Français]

LA CIRCONSCRIPTION DE CHÂTEAUGUAY

M. Ricardo Lopez (Châteauguay): Monsieur le Président, la circonscription de Châteauguay a été lourdement secouée par la crise amérindienne, l'été dernier, mais sachez que cette crise n'est pas encore terminée.

Je demande au gouvernement d'accorder une aide économique spéciale à la circonscription de Châteauguay pour l'aider à se relever de cette situation désastreuse.

Je demande également au gouvernement de clarifier la situation des revendications territoriales des Amérindiens et de rassurer les investisseurs et la population de la circonscription de Châteauguay que ces revendications ne vont pas dans l'avenir bloquer le développement économique qui a grandement besoin d'être relancé.

* * *

LA SOUVERAINETÉ DU QUÉBEC

L'hon. Jean Lapierre (Shefford): Monsieur le Président, aujourd'hui, je me lève pour rendre hommage au gouvernement qui est en train de nous aider à accomplir la souveraineté. Le gouvernement fédéral se retire de la plupart des domaines qui affectent la vie des citoyens. Il a coupé le service postal, le transport ferroviaire, il est en train de couper Radio-Canada, privatiser Petro-Canada. Il va fermer le pipeline Sarnia-Montréal, couper l'assurance-chômage, couper le développement régional.

Monsieur le Président, non seulement ils coupent, mais ils ne peuvent pas s'entendre avec le gouvernement du Québec sur le dossier de l'immigration. Ils ne peuvent pas s'entendre sur la formation professionnelle, ils ne peuvent pas s'entendre sur le développement régional et ils ne peuvent pas s'entendre sur les communications.

Monsieur le Président, au début nous disions que la souveraineté était souhaitable. Maintenant, nous nous apercevons qu'elle est nécessaire. Et à chaque jour qui passe ce gouvernement nous assure qu'elle est pressante.